



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

« ET SI NOUS ARRÊTONS VRAIMENT ? »

Les acteurs alertent sur la situation de saturation dramatique que subit le secteur des solidarités

Fragiliser le monde associatif, c'est laisser des personnes sans réponse à leurs besoins !



Bordeaux, le 7 octobre 2026

Augmentations des besoins, baisses des financements, difficultés de recrutement, trésoreries sous tension : partout en France, les associations sont contraintes de faire toujours plus avec moins. De plus, elles sont régulièrement mises en cause quant à leur utilité, encore dernièrement par voie de presse.

Les organisations signataires rejoignent la mobilisation nationale « Et si nous arrêtons vraiment ? », qui aura lieu du 12 au 17 octobre 2026. Témoins des situations intenable de ses adhérents, ces organisations souhaitent montrer ce que ces tensions changent déjà pour les personnes accompagnées et les organisations.

Le secteur non lucratif des solidarités et de la santé, qui représente, selon une récente étude Syndex, 2 points de la richesse produite en France et qui gère, notamment, 85% des structures accueillant des personnes handicapées, près de 80 % des établissements en protection de l'enfance, près d'un tiers des Ehpad et près des deux tiers des services de soins infirmiers à domicile, **est clairement à bout de souffle**. En 2025 :

- Une association employeuse sur deux a ainsi déclaré avoir perdu des financements ;
- Près d'un quart des établissements médico-sociaux ont moins de 45 jours de trésorerie et 10%, moins de 6 jours ;
- 60% des associations de solidarité constatent, par ailleurs, une hausse du turnover de leurs équipes.

Derrière ces chiffres, issus de plusieurs études, **c'est la continuité des accompagnements qui est en jeu.**

Ne pas disparaître en silence

Depuis des années, les associations adaptent leurs organisations, puisent dans leurs réserves, réduisent certaines activités, recherchent de nouveaux financements et continuent malgré tout à répondre aux besoins de personnes en situation de vulnérabilité qui requièrent attention au quotidien. Cette résilience a créé un paradoxe : parce que les associations continuent à tenir, les conséquences du manque de moyens restent en partie invisibles.

**ET SI NOUS
ARRÊTONS
VRAIMENT ?**

Avec « Et si nous arrêtons vraiment ? », il est temps de rendre visible ce que la société perdrait si les associations n'étaient plus en mesure d'assurer leurs missions.

Les acteurs de la solidarité, de l'économie sociale et solidaire sont à bout et veulent se faire entendre
« Nous n'avons jamais cessé d'agir parce que nous savons ce que signifie laisser une personne sans aide, un enfant sans accompagnement ou une famille sans solution. Mais les associations ne peuvent pas indéfiniment absorber l'augmentation des besoins et compenser seules des moyens devenus insuffisants. Avec cette mobilisation, nous voulons poser une question très simple aux pouvoirs publics et à toute la société : et si nous arrêtons vraiment, que deviendrait notre cohésion sociale ? Qui ferait ce que nous faisons aujourd'hui ? », explique Daniel Goldberg, président de l'Uniopss.

Une mobilisation au cœur des arbitrages budgétaires

Cette mobilisation intervient également alors que les politiques de solidarité et les associations qui les font vivre font l'objet d'attaques et d'instrumentalisation, alors que ces dernières abordent de nouvelles échéances budgétaires après plusieurs années de tensions. Le secteur fait face à une augmentation des besoins et des coûts tandis que les financements publics se contractent pour de nombreuses structures. **Du 12 au 17 octobre 2026**, les organisations mobilisées demanderont notamment aux pouvoirs publics et aux candidats à l'élection présidentielle des engagements permettant de garantir la continuité et la qualité des missions d'intérêt général qu'elles assurent quotidiennement auprès des personnes les plus fragiles. Elles comptent ainsi réaffirmer la place des solidarités et de l'action associative dans notre modèle de société.

Du 12 au 17 octobre : faire masse partout en France

Cette initiative s'inscrit dans la mobilisation intersectorielle et unitaire, ouverte aux associations, fédérations, réseaux, salariés et bénévoles des secteurs sanitaire, social et médico-social. Avec « **Et si nous arrêtons vraiment ?** », les participants souhaitent rendre visibles les missions qu'ils assurent et les conséquences du manque de moyens pour les personnes accompagnées.

Ils ont déjà rejoint le mouvement :

L'Uniopss et l'ensemble des Uriopss ; La Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) et les FAS régionales ; Collectif Alerte ; ADEDOM ; AIRE ; ANECAMSP ; APF France handicap ; Cohabitis ; Emmaüs France ; Fédération de l'entraide protestante ; Fédération des Centres sociaux et socioculturels de France ; Fédération des Maisons d'accueil hospitalières ; Fédération nationale des Associations pour la petite enfance ; Fédération nationale des Ecoles des parents et des éducateurs ; Fédération Promotion Santé ; Fédération Santé et Habitat ; France Terre d'Asile ; Fondation Armée du Salut ; Fondation COS Alexandre Glasberg ; Fondation la Vie au grand air ; Fondation Les Diaconesses de Reuilly ; Fonds social juif unifié (FSJU) ; GIHP National - Synergihp ; L'arche en France ; Médecins du Monde ; Moissons Nouvelles ; Œuvre de secours aux enfants (OSE) ; Secours catholique ; Sidaction ; UNA ; Vacances ouvertes ; AD-PA ; ATD Quart Monde ; Collectif Handicaps ; FNADEPA ; GNDA ; Nexem ; UDES ; Unaforis ; Unccas ; Unapei

Contacts presse :

Rebecca Bunlet, directrice régional URIOPSS NA,

06 08 63 18 72 - r.bunlet@uriopss-nouvelleaquitaine.fr

Anthony BROUARD, Délégué régional Fédération des Acteurs de la Solidarité NA

06 75 89 52 73 - anthony.brouard@federationsolidarite.org